

**Réponse de l'ADEeF à la consultation publique de la Commission de régulation de l'énergie
n° 2023-02 du 7 février 2023 sur l'encadrement de la contribution prévue
par le décret n° 2022-1249 du 21 septembre 2022 relatif au déploiement d'infrastructures
collectives de recharge relevant du réseau public de distribution dans les immeubles
collectifs et sur la régulation incitative du délai de raccordement de ces infrastructures**

Question 1 : Avez-vous des observations sur les modalités de détermination de la puissance demandée ?

Les modalités proposées par la CRE semblent cohérentes et conviennent aux GRD. En particulier, la référence à des paliers techniques existants favorisera une mise en œuvre rapide du dispositif, en garantissant une certaine simplicité opérationnelle et en limitant les développements SI nécessaires.

Question 2 : Considérez-vous opportun de demander aux gestionnaires de réseaux de mettre en place un nouveau palier technique d'une puissance inférieure à 9 kVA ?

Les GRD trouvent que les puissances de palier technique actuelles sont cohérentes avec le dispositif envisagé et ne souhaitent pas de nouveau palier.

La mise en œuvre d'un nouveau palier représenterait du reste pour les GRD des coûts, notamment en matière de SI, et introduirait des délais de mise en œuvre supplémentaires.

Question 3 : Etes-vous favorable à la proposition d'Enedis de retenir un coefficient de foisonnement de 0,4 entre véhicules électriques ? Comment considérez-vous l'application de coefficients décroissants en fonction du nombre d'emplacements ?

La mobilité électrique est en plein essor et les données dont les parties prenantes disposent pour modéliser le déploiement sont encore limitées.

Les membres de l'ADEeF sont conscients des incertitudes qui demeurent concernant les règles de dimensionnement et conservent une approche pragmatique, y compris en ce qui concerne la prise en compte du foisonnement.

L'ADEeF souligne que la solution publique de raccordement des IRVE permet de conserver la souplesse nécessaire pour équiper progressivement les travées des colonnes en branchements individuels, au gré des demandes réellement constatées, à la fois en termes techniques et financiers.

En revanche, l'ADEeF n'est pas favorable à l'application de coefficients décroissants : les GRD ne disposent pas d'un retour d'expérience suffisant pour évaluer la pertinence de tels taux (1 à 0,3 dans la consultation) dépendant de facteurs encore inconnus aujourd'hui et évolutifs (taux d'équipement réel, concertation des véhicules, durée de la recharge, etc.).

Ainsi, l'ADEeF propose de retenir un foisonnement entre véhicules électriques évolutif, basé sur des études et retours d'expériences ultérieur. En raison du manque de recul à ce stade et du re-questionnement régulier des valeurs retenues, l'intégration d'une clause de revoyure semble indispensable pour prendre en compte les retours d'expérience sur les matériels et sur le comportement des particuliers.

Question 4 : Etes-vous favorable à la méthode de détermination des seuils plancher et plafond proposée à ce stade par la CRE ? En particulier, êtes-vous favorable à la fixation d'un plafond unique ou considérez-vous opportun de dissocier les seuils plafond en fonction de la nature du parking (intérieur ou extérieur), quitte à adopter des méthodes de fixation différentes ?

L'ADEeF n'est pas favorable à la méthode proposée. D'une part un mécanisme pour équilibrer entre les demandeurs les contributions nécessaires aux raccordements n'est manifestement prévu ni par la législation ni par la réglementation, d'autre part un plancher fixé trop haut serait dissuasif pour une partie des copropriétés dont les coûts de raccordement seraient alors significativement plus élevés et mettrait par conséquent à mal l'équilibre du dispositif de préfinancement.

Par ailleurs, la création de ce dispositif de préfinancement public n'était pas, lors des débats parlementaires dans le cadre de la loi Climat et Résilience de permettre aux solutions publiques « de compléter sans les remplacer » les solutions privées. L'objet même des dispositions de préfinancement de cette loi était d'offrir des modalités de financement équivalentes aux deux solutions techniques, afin que les bailleurs et copropriétés puissent choisir ce qui correspond le mieux à leur besoin pour un essor massif des IRVE en résidentiel collectif. Par conséquent, il convient d'examiner l'effet de la fixation de cette valeur plancher sur le choix des clients, à la fois dans le renchérissement du coût de leur installation et du nombre de clients qui seraient ainsi pénalisés.

Enfin, concernant la mise en œuvre de plafonds distinguant les parkings intérieurs et extérieurs, l'ADEeF renvoie aux positions exprimées séparément par les GRD.

Par ailleurs, certains GRD souhaitent que le dispositif ADVENIR puisse être adapté aux solutions publiques de raccordement comme aux solutions des opérateurs privés.

Question 5 : Que pensez-vous des niveaux indicatifs des seuils obtenus ? Lequel des deux scénarios envisagés vous paraît le plus adapté ?

L'ADEeF estime que les seuils planchers proposés pour la solution publique par la CRE sont trop élevés et auraient pour effet d'augmenter artificiellement le coût d'équipement pour les demandeurs concernés.

La solution la plus adaptée est celle qui permettra de minimiser le seuil plancher. Néanmoins, si un scénario devait être retenu, ce devrait être le scénario 1. Le scénario 2 concernerait quant à lui environ 2 millions de clients.

Question 6 : Que pensez-vous de la majoration de ces seuils pour prendre en compte les écarts de coûts entre Enedis et les autres GRD ?

L'ADEeF, qui rassemble tous les GRD, est en accord avec une potentielle majoration des seuls seuils plafonds appliqués par les ELD.

Toutefois, dans la même logique que celle des réponses précédentes, retenir 10 % supplémentaire des coûts pour le plancher pourraient renforcer encore les difficultés relatives l'accès à ce dispositif et l'équilibre du dispositif de préfinancement.

Question 7 : Etes-vous favorable au traitement des travaux annexes en présence d'amiante proposé par la CRE ?

Les GRD sont favorables à cette proposition.

Question 8 : Partagez-vous la nécessité d'un suivi régulier et spécifique des colonnes horizontales déployées par les gestionnaires de réseaux ?

Les GRD sont favorables au principe de suivi des colonnes horizontales déployées selon des modalités à définir plus tard, qui seront notamment à ajuster aux capacités des SI pour les réaliser. L'ADEeF souhaiterait à cet effet que le détail des données suivies et leur fréquence, sans qu'elle ne soit inférieure à 12 mois, soient déterminés en concertation avec les GRD.

Question 9 : Etes-vous favorable à la proposition de la CRE d'introduire des indemnités similaires à celles prévues pour la solution préfinancée pour les autres solutions de raccordement des IRVE au sein d'immeubles collectifs à usage principal d'habitation ?

A ce stade, compte tenu des outils et incitations déjà mises en œuvre dans le cadre de la régulation et du caractère nouveau du raccordement des IRVE en immeubles collectif, l'ADEeF n'est pas favorable à l'extension aux autres solutions de raccordement des IRVE des indemnités prévues par la réglementation pour le dispositif de préfinancement de la solution publique. Cette proposition semble prématurée. En outre, il peut être difficile pour certains GRD d'identifier si le raccordement d'une solution privée correspond à un raccordement d'IRVE. Le suivi serait en conséquence complexe et manquerait de précision.

Question 10 : Avez-vous d'autres remarques sur les principes présentés dans cette consultation publique ?

Pour les membres de l'ADEeF, la solution publique concourt pleinement à l'objectif de déploiement rapide des infrastructures de recharges pour les véhicules électriques, elle ne doit donc pas être posée par principe comme une solution limitée « aux segments avec une faible présence des opérateurs de recharge, en particulier les parkings extérieurs » (préambule de la consultation). Ceci apparaîtrait du reste en contradiction avec les textes fondateurs de cette solution et conditionnerait le choix des clients.

l'ADEeF s'interroge plus largement sur l'objectif du seuil plancher visant à « ne pas évincer l'offre privée là où elle est présente et éventuellement moins coûteuse pour la collectivité ». Il nous paraît souhaitable de ne pas maintenir cet objectif dans la fixation de son seuil plancher.
